

# La vie de Beauchesne

## Le jeune journaliste

Gary Levy

*Arthur Beauchesne fut greffier de la Chambre des communes de 1925 à 1949. Surtout connu pour son ouvrage-clé sur la procédure parlementaire canadienne, il participa également à la plupart des grands débats politiques de la première partie de ce siècle : à titre de candidat en 1908, 1912 et 1953, comme journaliste de 1897 à 1904 et comme haut fonctionnaire du Parlement de 1916 à 1949. Écrivain prolifique sur les sujets parlementaires et non parlementaires, Beauchesne fut un orateur public très recherché avant, pendant et après ses années à la Chambre. Le présent document est le premier d'une série de quatre qui examine quelques facettes de cette personnalité fascinante mais peu connue.*

La généalogie des Beauchesne au Canada remonte à près de trois siècles. Originaires de France, la famille Beauchesne s'installa d'abord en Acadie, mais, à la suite de l'expulsion des Acadiens, elle se déplaça vers le Nord et l'Ouest. L'une des branches se fixa finalement dans le comté de Nicolet, sur la rive sud du Saint-Laurent, en face de Bécancour. Pierre-Clovis, père d'Arthur, était encore étudiant lorsque la famille déménagea à Carleton, petite commune du comté de Bonaventure, dans le sud de la Gaspésie.

Pierre-Clovis Beauchesne devint notaire en 1865. Il fut très rapidement un des citoyens les plus en vue de la région et remplit les fonctions de secrétaire général du canton de 1866 à 1879, de receveur des douanes de 1871 à 1874 et de président de la Société Saint-Jean Baptiste. Attiré par la vie publique, il fut élu par acclamation à l'Assemblée législative du Québec en 1874. Lors de l'élection générale organisée l'année suivante, il fut réélu, battant John Hamilton par une très faible majorité. Hamilton contesta les résultats sous prétexte que son adversaire avait bénéficié d'une influence cléricale injuste. Selon les personnes qui témoignèrent lors du jugement, au moins deux prêtres avaient menacé de retirer les sacrements aux personnes qui avaient voté pour Beauchesne. Le tribunal annula donc l'élection.

Beauchesne laissa la politique pendant un certain temps mais en 1879 un siège devint vacant à la Chambre des communes et il fut élu, de nouveau par acclamation, comme conservateur indépendant. Il déclara être un partisan de Sir John A. Macdonald et de toutes les mesures en faveur de l'amélioration et du progrès, des libertés civiles et religieuses et du maintien du lien britannique de la façon la plus vigoureuse possible.<sup>1</sup> Il ne se présenta pas aux élections de 1883, ayant été nommé receveur des douanes au port de Pasébiac. Il déménagea à Montréal après avoir pris sa retraite en 1913 et mourut cinq ans plus tard.

En 1871, Pierre-Clovis Beauchesne épousa Caroline Olivia Lefebvre de Bellefeuille dont les ancêtres étaient également acadiens. Ils eurent six garçons (dont l'un se noya très jeune) et trois filles.

Léonidas-Émile-Arthur Beauchesne naquit le 15 juin 1876 à Carleton, un charmant petit village aux maisonnettes blanches situé sur la baie des Chaleurs. Parmi les documents personnels de Beauchesne, on a trouvé l'ébauche d'un roman, manifestement de forme autobiographique, dont le personnage principal est de descendance acadienne et fils d'un ancien député. Le héros est décrit comme étant «effronté, intelligent, susceptible. Il était l'objet de bien des désagréments. Lorsqu'il n'avait encore que dix ans, son plus grand plaisir consistait à attacher des queues de papier dans le dos des passants et à cacher les outils des ouvriers».<sup>2</sup> Le jeune homme du roman est envoyé contre son gré dans un collège au Nouveau-Brunswick.

En fait, le jeune Arthur fut inscrit à Saint Joseph, un collège acadien du comté de Memramcook, près de Moncton. Dirigé par les *Religieux de Sainte-Croix*, il offrait à la fois des cours commerciaux et classiques. Les étudiants ne pouvaient obtenir de diplôme classique avant d'avoir obtenu leur diplôme commercial. L'enseignement était dispensé moitié en anglais et moitié en français.

Beauchesne fut un étudiant remarquable. Lors de sa dernière année, il fut premier de sa classe en philosophie, en logique et en métaphysique, deuxième en chimie et troisième en trigonométrie. Il fut choisi pour prononcer l'allocution d'adieu et obtint son diplôme de bachelier ès arts en 1895. L'année suivante il s'inscrivit à l'Université Laval de Montréal et obtint un diplôme de bachelier ès lettres (littérature) le 20 juin 1897. Il occupa à la même époque son premier emploi comme secrétaire privé de Pierre-Évariste Leblanc, député conservateur de Laval et président de l'Assemblée du Québec depuis 1892.

Dès le début, Beauchesne vit donc l'Assemblée législative du point de vue du président. Il fit rapidement la connaissance de tous les politiciens conservateurs les plus en vue de l'époque et fut mis au courant des nombreuses intrigues et des scandales qui ébranlèrent le parti. En 1897, les Conservateurs établirent une commission pour enquêter sur la situation dans la prison de Montréal. Beauchesne en fut le secrétaire mais il ne présenta pas de rapport, probablement à cause de la défaite des Conservateurs

à l'élection de mai 1897. A l'automne, Beausiesne commença sa carrière de journaliste à *La Minerve*.

*La Minerve* était un journal conservateur modéré qui avait soutenu Georges E. Cartier et ses partisans. Le propriétaire, Eusèbe Sénécal, éprouva des difficultés financières et suspendit la publication du journal le 18 décembre 1897, laissant Beausiesne sans emploi — mais pas pour longtemps. Adolphe Chapleau, le lieutenant-gouverneur du Québec, arrivait à la fin de son mandat. Quand il revint à Montréal en janvier 1898, il se mit en quête d'un secrétaire privé. Beausiesne devint le confident et le disciple de l'une des personnalités les plus marquantes du Parti conservateur.



**Adolphe Chapleau, un des maîtres à penser de Beausiesne**

(Archives publiques du Canada)

Chapleau fut un des trois hommes qui, après la mort de Cartier, luttèrent pour devenir le chef de l'aile du parti au Québec. Les deux autres étaient Adolphe Caron et Hector Langevin. Il y avait une scission au sein des Conservateurs entre les politiciens pragmatiques (y compris Caron, Langevin et Chapleau qui pensaient que le but essentiel pour n'importe quel parti était de gagner les élections) et un petit groupe, néanmoins important, d'individus surnommés les «ultramontains» ou «castors», qui étaient partisans d'une approche intellectuelle cohérente à l'égard de la politique, même si elle ne se traduisait pas immédiatement par une victoire électorale. Ils croyaient que la subordination de la politique à la religion était cruciale dans la société. Ce principe, allié à la tolérance religieuse, préserverait les coutumes et les lois canadiennes françaises et assurerait la base d'une société qui pourrait unir les catholiques et les protestants.

Les «castors» exposèrent leurs idées dans un programme publié en 1871. Il fut immédiatement attaqué par quatre secteurs différents de l'opinion publique:

Par les Libéraux radicaux qui désiraient délivrer la société aussi rapidement et aussi complètement que possible de l'influence de l'Église; par les Libéraux modérés qui, plus habilement, prétendaient que le programme était simplement inopportun; par les anglophones de la province qui

accusaient les auteurs de vouloir imposer une tyrannie ecclésiastique, et finalement par leurs collègues conservateurs qui les accusaient de détruire l'unité du Parti et d'usurper le rôle du clergé.<sup>3</sup>

De tous leurs critiques, Chapleau fut le plus virulent. Faisant allusion à leur surnom de «castors», il les traita de sales bêtes qui aimaient remuer la boue pour se bâtir des refuges grossiers et méprisables. Il déclara qu'ils n'étaient bons qu'à vendre leur peau.

La discorde entre les «castors» et les autres Conservateurs atteignit son apogée alors que Chapleau était premier ministre du Québec (1879-1882). Il envisagea même une coalition avec les Libéraux modérés afin d'éliminer les «castors». En 1882 il entra dans l'arène fédérale et fut ministre pendant plus de dix ans. En 1891, après le décès du premier ministre Macdonald, il fut son successeur en puissance mais échoua par suite de l'opposition des «castors». Déçu et en mauvaise santé, Chapleau démissionna de son poste de ministre en 1892 pour devenir lieutenant-gouverneur du Québec. En règle générale, uniquement ceux dont l'importance politique est à la baisse sont nommés à ce poste. Ce ne fut pas le cas pour Chapleau. «Après sa nomination, tout comme avant, il fut le chef des Conservateurs du Québec; en fait, sa puissance politique et sa réputation personnelle augmentèrent pendant sa résidence à Spencerwood».<sup>4</sup>

Chapleau fut un populiste, un homme d'action. Il aimait les foules et les campagnes électorales. Il avait peu recours à la philosophie ou à la théorie. Beausiesne admirait l'approche pragmatique de Chapleau dans le domaine politique. À l'apogée de sa carrière, Chapleau avait déclaré un jour: «Si pour être unis, il faut que nous nous appelions des libéraux, qu'il en soit ainsi! Les plus grands patriotes ont toujours eu des idées semblables.» Il était tout à fait d'accord avec Chapleau pour ne pas mêler la politique et la religion, car cela, selon lui, était nuisible aux deux. Beausiesne, tout comme Chapleau, pensait que l'erreur du clergé était de laisser entrer les politiciens dans l'une des forteresses de notre société où seules la foi, la charité et la vertu avaient droit de cité. Ses opinions à ce sujet lui causèrent de grandes difficultés quelques années plus tard.

Lorsque Beausiesne entra à son service, Chapleau vivait dans un appartement de l'hôtel Windsor mais passait beaucoup de temps à Atlantic City où il suivait un traitement pour la maladie de Bright. Il correspondait fréquemment avec Beausiesne et, lorsqu'il revint en mai 1898, Beausiesne demeura à ses côtés jusqu'à sa mort, le 13 juin 1898.

Les idées de Chapleau guidèrent Beausiesne pendant toute sa vie. Un jour, il déclara que les Conservateurs ne reviendraient pas au pouvoir — et qu'ils ne le méritaient pas — tant qu'ils ne reviendraient pas à la façon de voir de Chapleau. Il déplora l'absence d'un monument pour marquer la tombe de Chapleau au cimetière de la Côte des Neiges, tout en notant que les Libéraux se faisaient un devoir de venir fleurir la tombe de leurs anciens chefs mais: «Jamais une main amie n'a décoré depuis cinq ans le tombeau de ce chef conservateur. C'est l'oubli complet, c'est la méconnaissance cruelle, c'est une double mort.»<sup>6</sup>

L'affection de Chapleau pour le jeune Beausiesne était telle que, sur son lit de mort, il manda Richard White, l'éditeur de la *Gazette*, et lui demanda de veiller sur Beausiesne. L'industrie des journaux était en pleine transformation lorsque Beausiesne com-

mença à vivre de sa plume. Les journaux n'étaient plus des outils aux mains des partis politiques mais plutôt des véhicules de communication de masse qui appliquaient les techniques mises au point par William Randolph Hearst aux États-Unis. La publicité était la clé du profit et les recettes dépendaient de la circulation. Rien ne favorisait plus cette dernière qu'un peu de sensationnel ou de controverse. L'esprit sarcastique de Beauchesne et son talent pour l'épigramme convenaient parfaitement au nouveau journalisme.

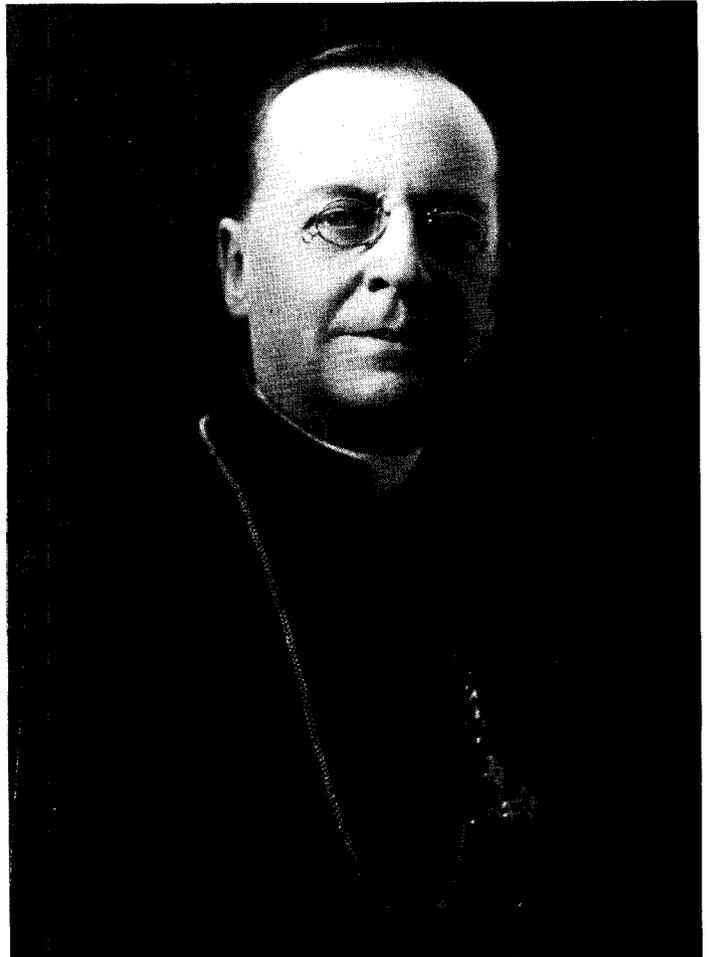
Au cours de l'été 1898, Beauchesne s'installa dans un petit bureau au siège social de la *Gazette* situé à l'angle de la rue des Remparts et de la rue Craig. Le rédacteur des affaires municipales et une demi-douzaine de reporters partageaient une pièce dont les murs étaient tapissés de coupures de presse provenant du monde entier. Beauchesne partageait un bureau avec Larry O'Toole qui devint plus tard critique dramatique à Chicago et Jimmy Welsh qui demeura à la *Gazette* pendant de nombreuses années.

En 1899, Beauchesne aida à fonder le quotidien du matin, *Le Journal*, créé par quelques conservateurs en vue, dont Louis-Joseph Forget, Rodolphe Forget, Thomas-Chase Casgrain et Louis Beaubien. Il rencontra également un groupe sympathique de jeunes écrivains, poètes et artistes qui gravitaient autour d'un hebdomadaire, *Les Débats*, créé par quelques étudiants d'université, dont Louvigny de Montigny, pour s'opposer à la participation canadienne à la guerre des Boers. Cet hebdomadaire, dirigé par un français libre penseur, Edouard Charlier, devint un journal non conformiste opposé aux normes morales strictes adoptées par l'Église catholique. Il accordait beaucoup d'attention aux questions littéraires et s'entendait avec l'*École littéraire de Montréal* qui, à l'inverse de l'ancienne *École de Québec*, faisait valoir les modèles et les thèmes français plutôt que canadiens.<sup>7</sup>

Le 27 avril 1902, Beauchesne rédigea un article pour *Les Débats* qui révélait qu'un certain nombre d'anglophones en vue à Montréal s'apprêtaient à créer une organisation secrète pour s'opposer à l'influence canadienne-française dans la province. L'article n'était pas signé mais, dès sa publication, certaines personnes nommées intentèrent des poursuites en diffamation contre Charlier. Beauchesne intervint promptement pour reconnaître son erreur et s'excuser de l'article. Il incrimina une source d'information non identifiée qui l'avait induit en erreur. «J'ai très probablement été victime d'une fripouille qui a abusé de ma confiance et je veux en supporter toutes les conséquences.»<sup>8</sup> Une rétraction fut acceptée et l'affaire classée. Beauchesne continua à écrire pour *Les Débats* mais d'ordinaire sur des sujets moins scabreux et sous son propre nom. Il poursuivit également ses études d'avocat.

À cette époque, Beauchesne travailla pour le *Star* et *La Presse*, tout en collaborant au quotidien *Le Journal*. En septembre 1901, *Le Journal* ne fut pas en mesure de rembourser un prêt accordé par Forget. Celui-ci prit donc la direction du journal et le réorganisa complètement. Beauchesne fut nommé rédacteur pour la ville et devint en juin 1902 rédacteur en chef. Intelligent, secret, habile à rédiger, à cinq minutes d'avis, un article pour ou contre une thèse donnée, Beauchesne, homme de confiance des Forget, jouissait d'une situation prépondérante au *Journal*.<sup>9</sup>

Mais il s'en fallut de peu que la carrière de journaliste de Beauchesne ne se terminât à la suite d'un litige avec l'archevêque de Montréal. L'Archevêque Paul Bruchési avait conscience de la



**Monseigneur Paul Bruchési, archevêque de Montréal** (Archives publiques du Canada)

puissance croissante de la presse et essayait de la contrôler de son mieux.

À l'échelon inférieur, il pouvait intervenir pour forcer la suppression d'une rubrique de conseils médicaux susceptibles d'offenser la pudeur publique, ou de promouvoir l'inclusion d'une page religieuse spéciale dans l'édition du samedi. À un niveau supérieur, l'archevêque pouvait forcer un revirement complet de la politique de la rédaction sur des questions telles que l'hôpital civique, la bibliothèque publique envisagée et le projet de loi sur le dimanche. Il pouvait exercer une censure discrète et confidentielle sur bon nombre de questions, surtout celles ayant un rapport quelconque avec l'Église. À un niveau encore plus élevé, Bruchési semblait avoir suffisamment d'influence pour forcer le renvoi de certains journalistes dont les opinions lui répugnaient.<sup>10</sup>

«L'incident Beauchesne», centré sur la question des écoles au Manitoba, débuta en 1893 mais continua à agiter les eaux politiques pendant de nombreuses années. L'Assemblée légis-

lative du Manitoba avait non seulement aboli le français comme langue officielle dans la province mais avait également adopté une loi en vue de supprimer le système d'éducation prévoyant des sections protestantes et catholiques distinctes. Cela déclencha une série de batailles politiques et juridiques. Après avoir longtemps attendu, le gouvernement conservateur d'Ottawa accepta de présenter un projet de loi pour rétablir les écoles catholiques subventionnées. L'opposition libérale retarda le projet de loi réparateur jusqu'au déclenchement des élections. Le chef des Libéraux, Wilfrid Laurier, était d'avis que le Canada anglais se préoccupait peu des droits des catholiques au Manitoba, alors qu'au Québec, la question principale était la menace que présentait le projet de loi conservateur pour l'autonomie de la province. Il avait raison et fut récompensé de sa clairvoyance par une victoire aux élections de 1896. Bien que Laurier ait promis de résoudre la question par une collaboration amicale plutôt que par une intervention législative fédérale, la politique du gouvernement du Manitoba demeura pratiquement inchangée.

En 1903, lorsque l'Archevêque Bruchési déclara que la question des écoles du Manitoba n'était toujours pas réglée, Beauséne le mit à l'épreuve. Utilisant *Les Débats* comme tribune, il rédigea un article virulent contre l'archevêque intitulé «Monseigneur Bruchési et la Question des Écoles». Il signa «Un Conservateur». Beauséne insinua que les membres du clergé avaient accepté des pots de vin pour appuyer la position adoptée par Laurier en 1896. Il ridiculisa le silence antérieur de Bruchési sur cette question, laissant entendre qu'il était principalement dû à son ambition personnelle de devenir cardinal.

Pour nous, conservateurs et catholiques, le règlement qui a été jugé bon pendant six ans par Mgr. Paul Bruchési, est excellent pour le présent et l'avenir. Nous ne voulons plus nous battre pour des principes incertains; nous ne voulons pas faire le jeu des opportunistes ecclésiastiques. Quoiqu'il en soit, les conservateurs ont payé cher pour leur trop longue soumission aveugle à l'épiscopat et ne sont pas prêts à recommencer.<sup>20</sup>

L'article fit sensation. Charlier fut convoqué devant l'archevêque mais ne voulut pas révéler l'identité de l'auteur.

À la même époque, le quotidien *Les Débats* menait également une campagne contre la compagnie d'assurance-vie la Métropolitaine en publiant des plaintes et en l'accusant de pratiques louches et illégales. La compagnie intenta des poursuites et, lorsque l'affaire vint en jugement, l'avocat du plaignant présenta au jury plusieurs exemples d'articles incendiaires rédigés par Charlier, y compris celui sur les écoles du Manitoba. Pendant le procès, au cours d'une scène bizarre, Beauséne demanda à la Cour du banc de la Reine l'autorisation de faire une déclaration. Il reconnut être l'auteur de l'éditorial que l'on reprochait à Charlier. Il retourna ensuite à son bureau et démissionna de ses fonctions de rédacteur en chef du quotidien *Le Journal* qui avait publié de nombreux editoriaux favorables à l'archevêque. Le lendemain, les propriétaires du journal publièrent un bref entrefilet pour proclamer leur étonnement au sujet de cette affaire. «Nous offrons à nos vénérables pasteurs qui ont souffert de cet article l'expression de nos regrets les plus sincères. M. Beauséne n'est plus à la rédaction du *Journal*.»<sup>12</sup>

Cet incident amusa beaucoup les journaux rivaux qui qualifièrent Beauséne d'hypocrite (ou pire) pour avoir rédigé des

articles anticléricaux dans un journal, tout en appuyant l'archevêque dans le sien. *Les Débats* et quelques autres journaux vantèrent son courage et son honnêteté pour avoir admis sa responsabilité. En dépit de son embarras, *Le Journal* répugnait à perdre complètement Beauséne; aussi fut-il envoyé à Ottawa pour couvrir la session parlementaire qui venait de débiter au printemps. Cette session, qui fut extraordinaire, dura tout l'été et se prolongea une bonne partie de l'automne. Les députés épuisés durent attendre le 24 octobre pour entendre le discours de clôture.

Parmi les sujets longuement débattus, on peut mentionner le projet de construction d'un nouveau chemin de fer transcontinental. Les reportages de Beauséne furent des résumés assez objectifs des événements à Ottawa. Il écrivit peut-être pour *Le Journal* des editoriaux sur la politique fédérale mais les autres journaux le soupçonnèrent d'avoir également écrit des articles sur des questions pédagogiques et religieuses. Il repoussa ces accusations.

Depuis que j'ai quitté le fauteuil éditorial, je suis correspondant parlementaire. Je n'écris que sur l'administration publique, et je prie mes amis de croire que je n'ai aucun contrôle sur la rédaction du *Journal*.

Je n'ai jamais flagorné le clergé ni qui que ce soit dans aucun de mes écrits. Quand j'étais rédacteur en chef du *Journal*, je travaillais dans l'intérêt du parti conservateur, je défendais le programme énoncé par MM. Borden et Monk et je combattais la politique des gouvernements actuels.<sup>13</sup>

Beauséne demeura à Ottawa jusqu'à la fin de la session. Il retourna ensuite à Montréal pour préparer ses examens du barreau. Il trouva ses amis du journal *Les Débats* au milieu de graves difficultés. L'archevêque avait décidé de placer leur journal à l'index des publications proscrites. Le 4 octobre, les rédacteurs annoncèrent qu'ils interjetteraient appel à Rome mais ils suspendirent la publication dans l'intervalle.

Une semaine plus tard, le même groupe publia un journal identique, excepté qu'il avait été dénommé *Combat* et que tous les articles étaient rédigés sous divers pseudonymes littéraires tels que «R. Lemoine», «Grégoire Germaine», «Septime Sévère» et «Calixte Giroux». Beauséne collabora régulièrement à *Combat* jusqu'à ce qu'il soit également mis à l'index en janvier 1904. Ses articles étaient pleins de cynisme et d'esprit de vengeance. Un «rouge», par exemple, était défini comme «un homme sans aucun autre désir que celui d'humilier ses adversaires politiques; parfaitement convaincu qu'une lutte électorale est un congé à la moralité et qu'il faut être stupide pour espérer un triomphe honnête».

Les problèmes du parti conservateur furent déposés à la portée des «castors». D'autres conservateurs, y compris Borden, furent écartés comme étant des convertis au libéralisme. Les Montréalais anglophones furent sévèrement critiqués pour leur attitude condescendante à l'égard des Canadiens-français, tandis que les Britanniques étaient accusés de faire peu de cas des intérêts canadiens dans le litige concernant la frontière avec l'Alaska. Même Louis Beaubien et Tom Casgrain, anciens collaborateurs de Beauséne au quotidien *Le Journal*, furent critiqués pour le rôle qu'ils avaient joué dans l'exécution de Louis Riel, quelque dix-huit ans auparavant!

En plus de ses articles pour *Le Journal*, *Les Débats* et *Combat*, Beauséne écrivit également pour un certain nombre d'autres journaux entre 1899 et 1904. *La Nation*, propriété de la

famille Nantel, fut l'un des nombreux journaux engagé dans une bataille acharnée contre l'influence des Britanniques sur la politique étrangère et militaire du Canada, comme dans le cas de la participation à la guerre des Boers. Beauchesne écrivit un certain nombre d'articles anti-impérialistes. «Nous ne faisons pas partie intégrante de la Grande-Bretagne. Le Canada n'a pas été fondé il y a plus de trois cents ans à la sueur de nos ancêtres pour la seule gloire de la Grande-Bretagne.»<sup>14</sup>

Beauchesne reprocha à Laurier de n'avoir su convaincre la Grande-Bretagne de négocier une modification à un contrat commercial passé avec l'Allemagne et qui accordait au Canada un traitement préférentiel. Selon lui, le gouvernement britannique avait dit à Laurier que le rapport d'une Commission d'enquête sur l'immigration japonaise et chinoise ne devait rien mentionner qui fût susceptible de nuire aux bonnes relations entre le Japon et le Royaume-Uni.

Le Canada est donc le vassal indigne d'égards des grands seigneurs anglais qui nous conservent pour leur diplomatie et nous jetteront par dessus bord dès qu'ils y trouveront leur affaire. Si nous voulons amender notre tarif, il nous faut passer sous les fourches caudines de Westminster; si nous désirons protéger nos ouvriers contre la concurrence ruineuse de la basse classe japonaise, notre devoir est de soumettre nos lois à cet égard au monoclite Joe Chamberlain.<sup>15</sup>

En 1901, en qualité de correspondant de la ville de Québec pour *La Nation*, Beauchesne se fit une spécialité de mettre le gouvernement provincial (libéral) sur les charbons ardents à cause de son gaspillage et de son extravagance. «C'est le gaspillage sur toute la ligne, la curée des amis du parti libéral, le favoritisme sans vergogne. Il y a de l'argent pour tout le monde, excepté les colons qui sont pourtant le meilleur élément de la province de Québec.»<sup>16</sup> Il pouvait écrire sur un ton satirique, ironique ou agressif, souvent les trois à la fois, comme lorsqu'il ridiculisa le *Journal d'Agriculture* qui employait trois rédacteurs à plein temps, aux salaires respectifs de 900, 800 et 400 \$, tandis qu'il offrait 1133,50 \$ à des pigistes de l'extérieur.

Beauchesne collabora à d'autres journaux dont *l'Avenir*, le *Witness*, *l'Étincelle* et *Le Pionnier*. Ce dernier se consacrait principalement aux problèmes des minorités francophones du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse, domaine qui avait toujours particulièrement intéressé Beauchesne. Dans ses arti-

cles, Beauchesne réclamait plus de contacts et d'échanges entre le Québec et les Canadiens-français des autres provinces. Il prétendait également que le nombre de Canadiens-français au cabinet fédéral devait être proportionnel à la population qu'ils représentaient.

«Nous devrions y envoyer nos hommes les plus instruits, les plus fermes, les plus distingués, afin qu'ils puissent jeter du lustre sur la nationalité et nous gagner l'estime de leurs collègues.»<sup>17</sup>

*L'Étincelle* était apparenté au journal *Les Débats*, tout en étant plus modeste. Il prétendait passer en revue la politique, les arts et la littérature tout en ayant pour devise *Lumière et progrès*. Beauchesne faisait partie des collaborateurs à la première édition, ainsi que Charles Gill, Antonio Pelletier, Lucien Mignault et d'autres. Lorsqu'il devint évident que le comité de rédaction était favorable à Laurier et aux Libéraux, le nom de Beauchesne disparut de la liste des collaborateurs bien que le journal se porta rapidement à sa défense dans son litige avec Monseigneur Bruchési.

## Notes

<sup>1</sup> Voir *Canadian Parliamentary Companion*, 1880, p. 149.

<sup>2</sup> Archives publiques du Canada, *Beauchesne Papers*, journal personnel des pensées, suggestions, mémoires et commentaires, 1910.

<sup>3</sup> Voir Paul Benoît «On the Defeat of the Program of 1871», *Religious Studies*, vol. 11, printemps 1982, p.170.

<sup>4</sup> H.B. Neatby et John Saywell, «Chapleau and the Conservative Party in Quebec», *Canadian Historical Review*, vol. 37, juin 1956, p. 17.

<sup>5</sup> *Les Débats*, 18 août 1901.

<sup>6</sup> *Le Combat*, 8 novembre 1903.

<sup>7</sup> Mason Wade, «Oliver Asselin» dans *Our Living Tradition*, University of Toronto Press, Toronto, 1968, p. 140.

<sup>8</sup> *The Witness*, 9 mai 1902.

<sup>9</sup> Robert Rumilly, *Histoire de la province de Québec*, vol. 9, Édition Bernard Valiquette, Montréal, sans date, pp. 143 et 144.

<sup>10</sup> Voir Ralph Heintzman, «The Struggle for Life: Montreal French Daily Newspapers 1896-1911», Thèse de doctorat, York University, 1979, pp. 64-65.

<sup>11</sup> *Les Débats*, 25 janvier 1903.

<sup>12</sup> *Le Journal*, 14 mars 1903.

<sup>13</sup> *Les Débats*, 21 juin 1903.

<sup>14</sup> *La Nation*, 8 août 1901.

<sup>15</sup> *Ibid.*, 8 août 1901.

<sup>16</sup> *Ibid.*

<sup>17</sup> *Le Pionnier*, 28 juillet 1901.

Dans le prochain numéro : La Ligue pour la promotion de l'éducation.

Note de la rédaction : Toute personne qui a connu Arthur Beauchesne entre 1949 et 1959 et qui aimerait parler de lui et des dernières années de sa vie est priée de communiquer à l'auteur de cet article au numéro (613) 996-6111 ou d'écrire à la Revue parlementaire canadienne, C.P. 950, Édifice de la Confédération, Ottawa (Ontario) K1A 0A6.